

Conseil d'administration du 16 septembre 2021

**Marie-Carole CIUNTU est élue présidente du GIP Maximilien :
« Il faut aller de l'avant dans la commande publique responsable et
accompagner nos membres dans la dématérialisation intégrale »**

Le 16 septembre 2021, le GIP Maximilien a tenu son Conseil d'Administration de rentrée faisant suite aux élections régionales et départementales de juin 2021. Les administrateurs du groupement étaient présents ou représentés (à Saint-Ouen ou en visio) pour élire leur nouveau président ainsi que le vice-président en charge du maillage territorial et renouveler les représentants des cinq Départements fondateurs.

Ce rendez-vous a été l'occasion d'annoncer que les deux dossiers déposés auprès de France Relance ont été retenus et seront financés en partie.

Maire de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) depuis 2007 et Vice-présidente de la Région Île-de-France depuis 2015 chargée de l'administration générale, du dialogue social et de la transformation digitale, Marie-Carole CIUNTU est avocate de formation.

« Je suis très honorée d'avoir été choisie pour prendre la présidence du GIP Maximilien, a souligné Marie-Carole CIUNTU qui a salué la mandature de Jean-François LEGARET et son investissement en tant que président du GIP (2016-2021). J'ai conscience du travail déjà accompli par mon prédécesseur et de la tâche qui m'incombe à partir de ce jour. Je souhaite être une présidente attentive et accompagnante ».

Ses ambitions pour le GIP Maximilien, elle les a présentées, après avoir été élue à l'unanimité, lors de sa première allocution marquant le début d'une mandature pour une durée de 2 ans. « Il faut continuer à accompagner tous ceux qui sont membres de Maximilien ou ceux qui vont le rejoindre sur la dématérialisation intégrale et aussi aller de l'avant dans la commande publique responsable, domaine pour lequel Maximilien est particulièrement missionné et impliqué. Il faut consacrer une part importante dans notre commande publique aux clauses sociales et aux clauses environnementales. ».



ENTRETIEN - Marie-Carole CIUNTU s'exprime plus longuement sur sa vision des enjeux du GIP Maximilien. [A lire en ligne ➔](#)

Cinq vice-présidents accompagneront la Présidente dans ses missions :

- **Social/Économie Sociale et Solidaire** ➔ Benjamin GUERAUD-PINET, Conseiller municipal délégué à l'ESS et aux achats responsables de la ville de L'Île-Saint-Denis (93), administrateur à la CRESS Île-de-France.
- **Environnement** ➔ Mathias DOQUET-CHASSAING, Directeur général d'Île-de-France Construction Durable.
- **Développement économique** ➔ Fabrice BULTEAU, Conseiller territorial à l'EPT Paris Ouest La Défense (POLD), Adjoint au Maire de la ville de Suresnes (92).
- **Numérique** ➔ Mauna TRAIKIA, Conseillère territoriale déléguée au développement numérique de l'EPT Plaine Commune, Conseillère municipale de la ville d'Épinay-Sur-Seine (93).
- **Maillage territorial** ➔ Pierre-Édouard EON, Maire de Méry-sur-Oise et Conseiller départemental du Val d'Oise (95) en charge du numérique, Président du Syndicat Val d'Oise Numérique.



France Relance : deux projets d'envergure retenus et financés à 50%

Maximilien avait déposé, au cours du printemps dernier, deux dossiers destinés à poursuivre son action et soutenir ses projets de développement. Les deux dossiers ont été retenus s'en est félicitée l'équipe du GIP et sa nouvelle Présidente Marie-Carole CIUNTU lors de l'annonce aux administrateurs réunis hier en CA.

Dossier 1 : L'interopérabilité, levier de la complète dématérialisation des marchés publics. Les objectifs :

- Accélérer et finaliser le processus de la complète dématérialisation des marchés publics,
- Générer des économies de fonctionnement importantes pour les acheteurs et les opérateurs économiques,
- Professionnaliser et sécuriser la fonction « Achats » du sourcing à l'archivage,
- Permettre de suivre l'exécution complète d'un marché.

D'un montant de 637K€ le projet sera financé à 50% par France Relance.

Dossier 2 : Plateforme de diffusion et de partage des données de la Commande Publique Responsable

francilienne. Ce projet répond à deux objectifs : en premier lieu, aller vers une plus grande transparence de la commande publique régionale auprès de la société civile (opérateurs économiques, citoyens, chercheurs en publiant des jeux de données de la commande publique) ; en second lieu, offrir aux acheteurs publics franciliens un système expert et personnalisé de pilotage de leurs achats publics responsables par la donnée.

D'un montant de 330K€ le projet sera financé à 50% par France Relance.

A propos du GIP Maximilien www.maximilien.fr

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Maximilien est un Service public mutualisé initié en 2014 par la Région Île-de-France aux côtés des neuf membres fondateurs*. Reconnu comme un acteur clef de l'achat public et de l'administration numérique en Île-de-France, il fédère aujourd'hui 375 acheteurs publics franciliens, de toutes tailles (la Région Île-de-France, les départements, des EPT, la Métropole du Grand Paris, de nombreuses communes, des EPCI, des syndicats, etc.) et de natures juridiques très différentes (collectivité, lycée, OPH, CCAS, SEM, GIP, SA, etc).

(*) Ville de Paris, Conseils départementaux de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, du Val d'Oise, EPT Plaine Commune, Ville d'Aubervilliers, Agence des Espaces Verts Île-de-France.

Le projet Maximilien répond à deux grands enjeux : rendre les marchés publics plus accessibles aux entreprises et notamment les TPE/PME en leur proposant des services gratuits, développer les usages numériques au sein des services publics locaux et des entreprises dans le but d'impulser l'e-administration par le biais des marchés publics.

Maximilien porte le réseau francilien des achats responsables et contribue à l'inter-réseau de la commande publique et du développement durable, animé par le Ministère de la Transition écologique.

Dans le cadre de ce réseau, le GIP a été désigné en 2016 par l'État pour piloter au niveau régional une Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales dans les marchés publics, la MACS. En 2021, Maximilien a également été choisi pour piloter la mission la Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE), dédiée à l'accompagnement des acheteurs publics pour une commande publique davantage circulaire.

Chiffres-clés

- | | |
|--|---|
| ▪ 375 acheteurs publics membres du GIP | ▪ 11 milliards d'achats publics (2020) |
| ▪ 11 000 consultations publiques publiées chaque année | ▪ 64 000 entreprises inscrites gratuitement |